

# L'Anarcho-syndicaliste

N°243 – Le numéro : 4 € ttc

avril 2026

« ... Nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même ... » Fernand Pelloutier – Lettre aux Anarchistes.

## Grand basculement des pôles capitalistes ! Ou inversion du champ capitaliste terrestre...

C'est avec brio que les militants de *l'anarcho-syndicaliste*, nous démontrent avec de nombreuses références que « La Guerre » est affaire des affairistes du capital ! Mais que le capitalisme n'est pas près de disparaître, puis qu'il s'auto-alimente, sans oublier nos cadavres et qu'il est capable de changer de crèmerie !

Du capitalisme colonial à l'américaine d'inspiration européenne, il se transpose, nous connaissons déjà par ouï-dire, au capitalisme d'État. Deux partenaires des BRICS+ en sont des exemples frappants : la Russie ex-URSS, la Chine. Et pour ceux qui se souviennent, nous avons eu l'honneur de participer à la « *Conférence mondiale des travailleurs contre la guerre, l'exploitation et la précarité* » à Monbaï en 2016.

La veille de notre arrivée, en Inde, un syndicaliste avait été tout simplement supprimé, une balle dans la tête.

Ces quelques exemples nous montrent que nous changeons de pôle, mais pas de climat !

Nous, syndicalistes, avons du pain sur la planche, et pour un bon moment !

Est-ce que nous pouvons nous imaginer une négociation d'accord d'entreprise avec un délégué du pouvoir chinois ? Ou défendre une Convention collective nationale, CCN, face à un oligarque russe ?

Mieux vaudra y aller armés...

Nous ne pouvons pas compter sur les syndicalistes d'opérette qui occupent le pouvoir dans tous les organisations syndicales, en France.

Nous allons devoir nous organiser différemment !

Retour aux fondamentaux, grève générale.

Pour l'AS, Christine

# L'IA dans le monde du travail

## Contre-sommet du 10 février 2025

Le 10 février 2025, Emmanuel Macron organisait un sommet international sur l'Intelligence Artificielle, au Grand Palais à Paris, où étaient invités les grandes puissances politiques et les grands patrons de la « tech » industrielle et militaire du monde entier.

Le même jour, le philosophe Eric Sadin, connu pour ses écrits techno-critiques, invitait des professionnels de différents secteurs à venir témoigner des effets de l'IA générative dans leur travail lors d'un contre-sommet au théâtre de la Concorde, titré : « Pour un humanisme de notre temps ».

Plus de vingt d'entre eux, exerçant dans des secteurs divers, services publics, culturels ou journalistiques, souvent syndicalistes, ont répondu à cet appel.

Ils décrivent avec précision l'influence et l'imprégnation à grande vitesse de cette nouvelle technologie sur l'ensemble des institutions sociales de l'école au monde du travail, jusque dans la vie privée et intime de tous et les conséquences désastreuses qui en découlent : baisses de revenus, pertes d'emplois et métiers qui disparaissent.

Pour **Guillaume Pitron**, journaliste et écrivain (« *voyage au bout d'un like* »), les infrastructures numériques : data-centers, câbles souterrains et sous-marins, satellites et les activités extractivistes des métaux nécessaires ont des conséquences importantes sur l'environnement et de lourds impacts énergétiques : stockages et circulation des données, consommation d'électricité et refroidissement dans les zones froides de la planète.

**Fabien Lebrun**, sociologue (« *Barbarie numérique, une autre histoire du monde connecté* ») a enquêté sur l'extractivisme de l'industrie minière et la géopolitique des matières premières. Des guerres intensifiées durent depuis trois ans au moins en Afrique (Rwanda ou autres) pour les minerais comme le coltan, l'étain, l'indium, le tungstène, l'or, le germanium, le cuivre, le lithium et le cobalt. Des multinationales pillent sans états d'âme le Congo

par le travail dans les mines de dizaines de milliers d'enfants de 5 à 15 ans portant des sacs de 20 à 40 kilos et qui contractent des maladies respiratoires et pulmonaires. Nouvelle forme de barbarie moderne. Côté écologique, des territoires entiers sont contaminés par les produits chimiques d'extraction auxquels s'ajoute une déforestation de très grandes surfaces (500 000 hectares par an). Les terres fertiles sont devenues incultivables. Cours d'eaux, lacs et parcs naturels sont intoxiqués jusqu'à ce que la faune et flore disparaissent.

Le bilan humain de ce conflit est le plus meurtrier depuis la seconde guerre mondiale : plusieurs millions de morts, 4 millions de réfugiés et 27 millions de personnes en situation de malnutrition aiguës pour l'appropriation des territoires d'extraction.

**Stéphanie De Vanssay**, conseillère pédagogique dans l'éducation nationale et **Béatrice Laurent**, secrétaire nationale du syndicat UNSA se posent beaucoup de questions. L'IA va-t-elle remplacer les enseignants ? Comment accompagner l'utilisation de ces outils en classe ? Faut-il donner des devoirs à rédiger avec l'IA en toute transparence ? Etc...

Et comment développer l'esprit critique de ses élèves face à cette nouvelle technologie.

Un débat contradictoire se lance entre la salle et l'UNSA qui revendique l'adaptation et les auditeurs la résistance.

**Sandrine Larizza**, syndiquée CGT à France Travail décrit le déploiement de « ChatGPT » dans l'ensemble des services publics de la protection sociale.

« J'ai vécu le choc professionnel d'être remplacée par un algorithme il y a dix ans déjà à France Travail où diminuent de plus en plus les effectifs et par conséquent les droits au chômage. La destruction des acquis sociaux va de pair avec l'automatisation des services publics. Le démantèlement de l'assurance chômage a commencé en 2008 (fusion ASSEDIC et ANPE) par la mise en avant des devoirs avant les droits. L'IA générative ne va pas améliorer nos vies bien au contraire puisqu'elle est conçue pour nous faire travailler plus vite, augmenter la

*cadence de travail pour diminuer les moyens humains, les prestations aux chômeurs et les dépenses publiques. 60 % des personnes en recherche d'emploi ne sont plus indemnisées aujourd'hui.*

*Il y avait 14 000 agents dans mon secteur en 2008, aujourd'hui plus que 7000.*

*On a fermé des agences les après-midis pour forcer les usagers à utiliser les ordinateurs pour toute communication. Non seulement l'agent n'a plus qu'un lien à distance avec le demandeur d'emploi à travers l'IA mais c'est elle seule qui lui donnera des réponses au bout de plusieurs mois. Les capacités humaines dans ce rôle social pour la subsistance sont remplacées par des micro-tâches à la chaîne, ce qui induit de plus la perte de sens au travail ».*

**Habib El Kettani**, journaliste et délégué Solidaire dans une entreprise informatique privée des revues de presse (Encluf France), annonce la disparition de 60 % des emplois dans son secteur, emplois délocalisés à Madagascar et payés à bas coût depuis 2023, année de l'introduction de l'IA générative à l'échelle internationale. Les savoirs-faire humains hautement qualifiés de transcription de tous les articles de presse sont maintenant recrachés au public par ChatGPT.

Il faut une IA au service de l'homme et pas l'homme au service de l'IA au bénéfice des grands patrons et actionnaires.

**Marie Vairon**, secrétaire générale Sud PTT, déclare que La Poste et banque postale, constituée en France de deux actionnaires, l'État et la caisse des dépôts et consignation, est maintenant une multinationale où l'IA fonctionne depuis 2016. Quatre-vingts projets, où l'IA est utilisée en termes d'enjeu de business et de confiance commerciale, y sont actuellement en cours d'expérimentation.

Exemple, POP IA : logiciel d'IA qui a pour but de générer les plannings des guichetier(e)s, et autre personnels dans les bureaux de poste. Des tableaux XL couplés à l'IA sont testés depuis 2020 et généralisés depuis 2023. Les résultats sont tellement peu concluants que les managers qui les ont mis en place doivent tout reprendre à la main. L'entreprise a de plus confié ainsi les données et les dossiers professionnels de tous ses agents à un logiciel de l'IA.

La banque postale n'a plus que 2000 conseiller(e)s pour répondre au téléphone aujourd'hui après de nombreuses suppressions de postes. Elle a du coup depuis 2022 une « australopithèque » Lucy, robot conversationnel,

pour traiter les appels téléphoniques de 20 millions de clients. Elle répond actuellement à 300 000 appels par mois. Pour traiter l'inquiétude des personnels face à cette robotisation et ses conséquences sur la qualité de leur travail, la direction leur a envoyé une petite figurine de Lucy à poser sur leur bureau.

Prochaine étape de la Poste : une « coach d'IA » pour les conseiller(e)s bancaires. Et si un client refuse de parler à un robot, il devra supporter une longue attente due aux suppressions de postes.

Concernant l'impact sur l'emploi à la poste, Il y avait 230 000 agents en 2015 et il n'y en a plus que 160 000 aujourd'hui, soit 30 % de suppression de postes.

Dans les métiers de l'information et de la culture par l'écriture, plusieurs intervenants syndicalistes témoignent de la réduction imposée du temps de travail et de la rémunération.

**Pauline Tardieu-Collinet** (« *En chair et en os* ») et **Laura Hurot** (« *IA-lerte générale* ») sont traductrices d'écrits : livres, presse, sous-titrages d'images, jeux vidéos, marketing, juridique, médical, etc...

Elles dénoncent l'utilisation de l'IA par des agences de sous-traitance de traduction par l'IA, ChatGPT, Zoom ou autres.

Les impacts dans notre profession sont très lourds. Corriger les erreurs de traduction par l'IA générative est souvent plus long que notre propre traduction. Le premier jet proposé par l'IA ne tient pas compte du tout du contexte des textes et n'en traduit pas le sens. Les phrases sont lourdes et pas claires et tout est à reformuler. Relire ces textes aussi mauvais et maladroits et en accélérant, c'est éprouvant, abrutissant et insupportable, ça vous grille le cerveau. Le traducteur doit alors se dégager de ce texte parasite pour pouvoir penser librement et avoir accès au texte d'origine. Pour nous, psychologiquement, c'est l'enfer, car nous avons honte de détruire ainsi la qualité de notre travail, et économiquement, c'est un drame car nous devons travailler plus pour gagner 2 à 3 fois moins qu'avant l'IA.

Les traducteurs sont dépossédés du sens de leur travail, de leurs savoirs-faire délégués aux entreprises de la tech et de leur responsabilité. Cercle vicieux pour toute la société, cette technologie appauvrit le langage à l'extrême, notamment sur le plan syntaxique et lexical ; c'est prouvé, l'IA fonctionnant sur des statistiques au détriment de tout sens du langage. L'appauvrissement se multipliant en se

référant à lui-même est en fait une dégénérescence de fait. Plus cette langue dégénérée se propagera, plus on la reproduira, avec toutes les conséquences que ça impliquera dans la société.

Pour les articles soumis aux droits d'auteurs, un système de compensation financière se met en place pour l'utilisation de leurs œuvres par l'IA. Deux tiers d'entre eux y sont déjà opposés. Les universités et écoles de traduction ont aussi une grande responsabilité dans cette résistance pour préserver les disciplines et les savoirs faire sans se compromettre par peur de perdre des étudiants ou des postes. Le sabotage de cette utilisation de l'IA est déjà en cours : refus d'accélération, refus d'utilisation et protection de sa santé.

Cette résistance peut faire couler ces entreprises de sous-traitance.

**Thomas Pereira-Jaquemet**, interprète et traducteur oral de conférences, aussi syndicaliste, atteste les conséquences néfastes de l'IA. Ces modèles linguistiques de remplacement par l'IA constituent un pillage de la production intellectuelle humaine intégrée dans les systèmes automatisés, entraînant également une baisse du travail et des rémunérations.

Les résultats de tests de l'IA dans les entreprises qui l'utilisent n'offrent aucune cohérence discursive et le vocabulaire y est très appauvri, contrairement aux interprètes qui fournissent des synonymes nombreux et une syntaxe simple, ce que la machine ne peut toujours pas faire.

De plus, la question de la sécurité et de la confidentialité des données n'y est pas toujours respectée. La plupart sont américaines où la législation dite antiterroriste fait que les législations fédérales peuvent saisir toutes les données qui transitent par ces sociétés.

**Ghislaine Pujol** : scénariste pour le cinéma ou la télévision témoigne.

Des producteurs proposent à des auteurs d'écrire des débuts de textes, l'IA se chargeant de faire la suite pour récupérer les droits d'auteurs, dégradant ainsi la relation directe entre auteurs et producteurs par une augmentation de ce genre d'abus. Les rémunérations baissent considérablement et les scénaristes deviennent interchangeables. C'est l'IA qui définit la ligne à suivre par les auteurs pour une production plus rentable pour le producteur. Les scénaristes ne sont plus des artistes auteurs, mais de simples techniciens de la narration de l'IA. Toute création

artistique est réduite au maximum pour une production à moindre coût et plus rentable.

**Romain Protat**, scénariste syndicaliste, tire la sonnette d'alarme à la tentation de l'utilisation de cette écriture générative par des scénaristes qui croient pouvoir la maîtriser. Elle n'est pas un outil neutre. Si aucun appareil photo ne décide à votre place ce que vous cadrer, l'IA par contre vous enferme dans ses biais et ses limites. C'est un carcan idéologique politique et historique qui peut être mis en place par des milliardaires fascistoïdes ou par un gouvernement qui enferme ses opposants dans un camp de travail.

Les IA génératives permettent des gains de productivité qui se font au détriment des travailleurs et au bénéfice des actionnaires, raison pour laquelle on vous demande d'écrire deux fois plus vite et pour deux fois moins d'argent. Etre contre les IA génératives ce n'est pas être contre le progrès, argument répétitif de la Doxa. En revanche, on ne peut être progressiste sans ouvrir un livre d'Histoire et sans prévoir ce qui risque d'arriver, une dystopie désincarnée.

**Francis Magois**, journaliste à *l'Équipe* et délégué syndical, cite deux exemples pour illustrer comment une rédaction du journal peut imposer l'IA dans les pratiques journalistiques et comment on peut lutter contre.

1. Un podcast des patrons de presse : un « Deux minutes chrono » sur les JO, directement issu de l'IA, s'empare du calendrier des épreuves et des résultats papier des journalistes de la veille sans les consulter, le seul intérêt étant le gain d'argent de la société. Aucun lien humain, aucune qualité journalistique et pertes d'emploi à la clé.

2. Reconnaissances photos. Les reconnaissances faciales et les descriptions de la situation, sur un terrain de foot par exemple, étaient précédemment réalisées par des journalistes sportifs. Maintenant, les directions les font faire par l'IA, pour supprimer les tâches ingrates, disent-elles aux journalistes.

Deux exemples qui montrent que le métier est dénaturé et dévalorisé.

**Eric Barbier**, journaliste à *l'Est Républicain*, révèle que, de la même manière, les secrétaires de rédaction sont aujourd'hui les premiers ciblés par l'automatisation au prétexte qu'on va leur retirer les tâches rébarbatives, répétitives et ingrates.

En 2023, à un « temps d'échange » avec les syndicats, la direction a montré au personnel une vidéo présentant l'utilisation de l'IA générative

dans leur métier. Les syndicats ont exigé et obtenu une consultation, avec lettre de mission à un expert, pour bien définir les impacts économiques sur l'emploi et sur l'édition. Après trois mois d'expertise, a été rédigée une réponse syndicale à l'Est au niveau local, régional et national. Le SNJ s'est engagé dès la fin de l'année dans une bataille contre les nombreux effets néfastes et toxiques de cette utilisation sans le consentement des journalistes par surcroît. A l'Est, ChatGPT est chargé de réécrire les textes des correspondants de presse locaux avant d'être transmis au secrétaire de rédaction programmant ainsi son obsolescence. De plus sont mis maintenant sur le marché des logiciels permettant également l'automatisation du montage des pages.

Depuis l'arrivée du tout IA dans les journaux en 2017 par des logiciels nommés « agents rédactionnels », les savoirs faire et la reconnaissance des journalistes, appelés maintenant producteurs de contenus, s'amenuisent d'année en année par le non-respect aussi du droit d'auteur. Des centaines de journalistes risquent de perdre leur emploi comme des pans entiers du salariat dans divers métiers de la création.

**Vincent Elbaz**, comédien, raconte que dans un film, pour des raisons de budget, il est remplacé dans certains plans par une image créée par l'IA. Le travail de maquilleur, comme d'autres techniciens, est aussi remplacé par l'IA. Il a déjà reçu des scénarios faits par ChatGPT. Les liens humains entre différents travailleurs sur un tournage disparaissent ainsi, ce qui va manquer bien sûr aux acteurs pour leur plaisir et la qualité de leur travail. Pire, des publicitaires prennent par l'IA les visages des acteurs pour leurs pubs.

**Jean-Jacques Lonni**, membre d'une association d'auteurs d'animations, auteurs graphiques, scénaristes et réalisateurs où des outils informatiques qui ne sont pas de l'IA étaient utilisés depuis longtemps. Aujourd'hui, l'IA générative réduit le temps de réalisation de l'image et des textes de 70 % de temps factuel de travail. Si la qualité n'est pas en jeu, l'industrie des producteurs demande la rapidité pour le rendement. Quand on aime prendre du temps pour créer, on se retrouve en concurrence avec cette technique. On constate l'absence de transparence pour le public, le rejet du principe d'équité et le pillage des créateurs non consultés, compilés dans les chaînes de travail de l'IA, aucune garantie de la propriété intellectuelle et de ses données et plus de droits d'auteurs.

**Paps Lefranc** de l'association des intermittents. Il y a beaucoup d'emplois précaires parmi les intermittents du spectacle mais encore plus dans l'animation. Nombre d'entre eux ont fait des formations payantes de 8000 € par an mais ne pourront plus créer, seulement corriger les productions des IA génératives. Si elles se généralisent, c'est tout un savoir faire qui sera perdu. Le festival d'Annecy par exemple, plus gros festival mondial du film d'animation, ne s'oppose plus à l'IA générative, prétextant que c'est une évolution technologique comme une autre.

**Frédéric Maupomé**, auteur de BD, alerte depuis 2022. Les pouvoirs publics n'ont engagé aucune régulation de cette IA. Le premier secteur impacté fut celui de la publicité. Dans le monde du livre, l'IA est arrivée en premier dans les couvertures des BD, puis dans les BD dessinées entièrement par l'IA, puis dans les images des livres d'Histoire.

La société des auteurs a fait une étude en janvier 2024 : avec l'arrivée de l'IA, 25 % déjà de leurs adhérents ont perdu leur travail et un tiers ont vu leurs revenus baisser. C'est le grand remplacement de la créativité humaine par l'IA qui lui a volé toutes ses œuvres.

**Joachim Salinger**, comédien, syndicat des artistes interprètes. Il n'y a que la mobilisation collective et le rapport de force qui peut permettre de gagner les luttes contre des géants, des énormes boîtes. Aux États-Unis, des mois de grève des scénaristes et des acteurs ont abouti à une régulation de l'IA, du respect du consentement des artistes et des garanties de leur rémunération. En France, une forte mobilisation des acteurs de doublage est en cours, lançant un appel à rejoindre les organisations collectives, regroupements professionnels et syndicats. Les assemblées générales permettent par les témoignages d'évaluer les risques du plus immédiat au plus long terme des IA génératives.

Les revendications, pétitions et manifestations s'organisent sans soutien des institutions publiques qui interdisent par arrêté préfectoral les manifestations ou de simples distributions de tracts. Mais la mobilisation se poursuit.

**Patrick Kuban**, « voix » du doublage de dessins animés. Les voix sont clonées et pillées sans autorisation, sans consentement des ayant-droits par des sociétés publicitaires ou autres. On peut porter plainte à la CNIL, les amendes sont importantes : 4 % du chiffre annuel des bénéfices des entreprises françaises et internationales. Il

faut savoir que les suppressions d'emplois impliquent automatiquement la baisse des cotisations notamment pour les retraites et les compléments de retraites des doubleurs et autres personnels, scénaristes, ingénieurs du son, etc. Il y a 15 000 emplois de doubleurs en France auxquels s'ajoute toute la chaîne de personnels, de l'accueil au ménage qui peut disparaître. Une législation doit être créée pour imposer que tout soit fait par des humains, avec des aides publiques à la production, et se protéger aussi des sociétés étrangères.

**Brigitte Lecordier**, voix de Oui-Oui et Bouba l'ourson. Faut-il laisser nos enfants subir l'écoute d'histoires et de voix de dessins animés faites par des robots sans émotions et quel avenir pour les jeunes dans cette profession ?

**Bertrand Burgalat**, musicien, Président du syndicat de l'édition phonographique. L'utilisation de l'IA en musique est en train de s'amplifier et le pire déjà à l'œuvre : 10 % des productions viennent déjà d'IA génératives, un million de morceaux par semaine et bientôt par seconde. C'est l'inflation des contenus, et de fait la dévalorisation de la création qui transforme les artistes en influenceurs. Déshumanisation, désincarnation, dés-instrumentalisation. Les grands événements sont en play-back, JO, concerts de pop, etc. Sans aucune transparence de ces productions synthétiques au public.

**Stéphanie Lecam**, maître de conférence en droit de la propriété intellectuelle. Toutes ces productions synthétiques baissent le coût du travail humain dans un cadre juridique totalement défaillant. Pourquoi ?

En 2019, une directive européenne a introduit une exception « Texte and Data Mining » sur les droits d'auteurs, de laquelle se revendiquent les sociétés utilisant ces IA génératives depuis 2022 dont la portée de pillage et d'usurpation n'était pas envisagée en 2019. Maintenant, c'est aux auteurs de démontrer qu'ils n'ont pas donné leur consentement et plus aux usurpateurs qu'ils l'ont obtenu. La norme est inversée.

Les grandes entreprises du « digital » anticipent d'ailleurs la régulation en exerçant un lobbying extrêmement puissant dès la phase de rédaction des directives pour verrouiller le cadre juridique. La défense du patrimoine culturel mondial, les valeurs d'art, de culture et de sciences sont bradées pour des intérêts et dividendes pour des entreprises qui spolient les artistes et techniciens de ce domaine.

L'État de Droit n'est plus garant de la protection des droits démocratiques les plus essentiels. La protection sociale des artistes auteurs et autres intermittents du spectacle est insuffisante pour les protéger de cette concurrence déloyale avec les IA génératives. Il leur faut un statut spécifique et mis à jour pour que les syndicats puissent les défendre.

Conclusion d'**Eric Sadin** : La doxa qui prétend amélioration et perfectionnement en prend un coup avec ces témoignages. Une bataille des idées et de l'hégémonie culturelle se joue. Le recours en justice au nom du droit doit être systématisé. Il faudra fédérer les organisations de ces corps de métier pour s'en donner les moyens.

L'IA générative née il y a trois ans, remet en cause aussi l'utilité de l'école pour nos enfants à qui on offre un matériel pour penser et écrire à leur place. Il faut envisager des assises mondiales de l'éducation pour la préservation des principes fondamentaux de l'école publique à l'heure de ChatGPT et ne pas abandonner les enfants à ces machines de la nécrose, danger anthropologique et civilisationnel.

La mobilisation de l'intelligence humaine qui nous est propre est appelée à être de plus en plus évacuée au profit d'intérêts capitalistes dont les effets sont dévastateurs : licenciements chez Amazone entre autres, sens de leur travail perdu par les enseignants, perte de la pensée et de l'esprit critique des élèves, conséquences énergétiques gigantesques des serveurs, et ils n'en sont qu'à leur début.

De puissantes entreprises de lobbying à Paris, Bruxelles ou Washington font voter des lois pour le développement du numérique, pour cette domination économique industrielle.

Ses systèmes bafouent les principes humains fondamentaux : respect de la liberté, de l'intégrité, de la dignité, de l'inventivité, de la créativité humaine et de la sociabilité.

Il s'opère un immense ouragan dans le monde du travail en particulier celui de la culture.

Doit-on s'adapter à ce capitalisme linguistique ou lui résister et le combattre ?

Lien pour visualiser ce contre-sommet dans son ensemble : <https://youtu.be/8n7UQ8D0uuc?si=M14nDxVdvZPSIOc1>

Laurence

## Le capitalisme s'adapte toujours, nous pas...

La rupture n'est pas militaire, elle est structurelle : ce qui est en train de se jouer entre l'Iran, les BRICS+\* et les États-Unis relève d'un basculement assez brutal du système du pouvoir mondial qui pendant des décennies était sous la domination des États-Unis dans une architecture invisible de contrôle des flux financiers avec la centralité du dollar et la capacité de retirer du système global n'importe quel pays qui ne respecte pas les règles, sans tirer un seul coup de feu.

Mais que se passe-t-il aujourd'hui avec cet outil qui cesse de fonctionner comme prévu ? Au cœur de cette confrontation, il y a une question que les grands médias, évitent systématiquement :

Pourquoi les sanctions existent-elles réellement ?

Non pas si elles sont efficaces ni si elles sont justifiées mais à qui profitent-elles concrètement et qui en paye le prix réel.

Depuis 1979 les États-Unis ont développé une double stratégie contre l'Iran : d'un côté, une pression militaire spectaculaire et médiatisée, de l'autre une guerre économique silencieuse beaucoup plus profonde beaucoup plus durable et surtout beaucoup plus destructrice et bien sûr, cette seconde dimension est rarement exposée. Elle constitue l'essentiel du rapport de force.

Car les sanctions ne frappent pas directement les structures politiques, elles désorganisent les sociétés, elles fragmentent les économies, elles ralentissent les flux vitaux

Derrière les chiffres abstraits, ce sont des systèmes entiers qui se grippent : chaînes d'approvisionnement interrompues, accès aux technologies bloquées, circuits financiers paralysés.

Comment une économie peut-elle fonctionner normalement lorsque chaque transaction devient un obstacle ?

Ce mécanisme s'inscrit dans une logique historique précise.

Après la révolution iranienne de 1979 qui a mis fin à un régime soutenu par Washington ? La réponse américaine n'a pas été ponctuelle elle a été systémique : isolement économique, soutien indirect à des forces opposées durant la guerre Iran/Irak, multiplication des sanctions, pression diplomatique constante.

Ce n'est pas une réaction des USA c'est une stratégie de long terme. En 2025, lorsque le conseil de sécurité de l'ONU réactive à nouveau un cycle de sanctions, l'impact est immédiat à l'intérieur de l'Iran : l'inflation atteint environ 37 %, les coûts augmentent, les revenus stagnent, la monnaie nationale se déprécie et les investissements étrangers disparaissent progressivement.

À des milliers de kilomètres, les centres de décisions des USA sont totalement protégés des effets de ces mesures et ils continuent d'invoquer le droit international et les principes universels. Mais pendant longtemps, il n'existait aucune alternative viable, le système était fermé : soit un pays s'alignait sur les règles dominantes soit il était exclu des circuits essentiels du commerce mondial. Cette équation commence à évoluer à partir du moment où de nouvelles structures émergent, l'entrée officielle de l'Iran dans les BRICS+, le 1er Janvier 2024 marque précisément un point de bascule. Car contrairement à l'image souvent véhiculée, les BRICS+ ne sont plus un simple forum de discussion ils représentent plus de 45 % de la population mondiale et environ 35 % du PNB global. Ce regroupement inclut des économies majeures, des puissances énergétiques, des acteurs industriels et des marchés en expansion. La question devient alors centrale : s'agit-il d'une alliance symbolique ou d'un système capable de modifier concrètement les rapports de force.

L'Iran n'a pas rejoint ce bloc par opportunité politique mais par nécessité stratégique. L'objectif est clair, s'intégrer à une architecture économique alternative capable de contourner voir de neutraliser les mécanismes de pressions occidentaux. Et là, la dynamique change réellement, car plusieurs mécanismes opérationnels sont déjà en place.

Le premier repose sur la demande énergétique : l'Iran produit plus de 3,2 millions de barils de pétrole par jour dont une part majoritaire est absorbée par la Chine malgré les sanctions visant les transporteurs, les compagnies et les intermédiaires. Les flux ne cessent pas, ils se réorganisent, de nouvelles structures apparaissent, de nouvelles routes commerciales sont établies, de nouveaux circuits financiers sont créés. Peut-on réellement bloquer un flux lorsque les acteurs disposent de la capacité industrielle financière et logistique de le rediriger en permanence. La Chine en tant que première économie mondiale en parité de pouvoir d'achat et détenteur massif de dette américaine se trouve dans une position paradoxale : elle subit la pression mais détient également des leviers systémiques. Une confrontation frontale totale entraînerait des conséquences que personne ne peut entièrement contrôler.

Le deuxième mécanisme repose sur la logistique maritime parallèle, l'Iran a développé une flotte dite hors radar composée de pétroliers opérant en dehors des circuits de surveillance occidentaux grâce à des transferts en mer et à des itinéraires optimisés.

Les délais de livraison ont été significativement réduits dans le même temps, certains pôles financiers notamment au Moyen-Orient facilitent les transactions en dehors des systèmes traditionnels.

Cela pose une question fondamentale : Que devient une sanction lorsque le système qu'elle vise n'est plus indispensable.

Le troisième mécanisme touche au cœur même du pouvoir américain : la monnaie. Le

rôle du dollar comme pivot du commerce international est ce qui permet aux États-Unis d'exercer une influence globale disproportionnée mais cette centralité commence à être contournée. Des initiatives comme « BRICS pay »\*\* visent à créer une infrastructure financière indépendante capable de fonctionner sans passer par les réseaux dominants comme le Swift\*\*\*. Parallèlement, certains pays mettent en place des systèmes de règlement bilatéraux entre monnaie locale. L'Inde par exemple a déjà instauré des comptes spécifiques permettant d'effectuer des transactions énergétiques sans recours au dollar. Si les échanges peuvent être réalisés sans passer par la devise américaine que devient alors le véritable pouvoir des sanctions. Ce déplacement progressif ne signifie pas la disparition immédiate de l'ordre existant, mais il introduit une fragilité nouvelle et c'est précisément cette transformation qui inquiète les USA car pour la première fois l'Iran ne fait plus face seule à la pression. L'Iran s'insère alors dans un réseau capable d'absorber, de redistribuer et de contourner les contraintes imposées.

Mais jusqu'où ce système alternatif peut-il réellement résister à une pression totale et surtout que se passera-t-il si ces mécanismes cessent d'être des exceptions pour devenir la norme. Le basculement ne se limite plus à des flux commerciaux isolés, il redéfinit la logique même de la contrainte économique dès lors que l'Iran peut vendre son pétrole en yuan à la Chine, en roubles à la Russie ou en roupies à l'Inde. Une réalité s'impose, l'outil central de la pression américaine, le dollar, cesse d'être un passage obligé. Ce déplacement n'est pas théorique, il est opérationnel, car le pouvoir des sanctions repose entièrement sur la condition implicite que les échanges internationaux passent par une infrastructure dominée par les États-Unis. Si cette condition disparaît, la sanction perd sa capacité de blocage systémique et devient un simple obstacle administratif, une contrainte mais plus une menace existentielle.

Le quatrième levier souvent sous-estimé est géographique contrairement aux flux financiers: les territoires ne peuvent être sanctionnés, le corridor international nord sud long de + de 7000 km relie directement la Russie à l'Inde en traversant l'Iran.

Ce réseau logistique réduit considérablement les coûts et les délais, tout en contournant les points de passage maritimes sous influence occidentale. Que vaut une stratégie de contrôle des routes commerciales lorsque de nouvelles routes émergent en dehors de votre sphère d'influence ? L'Iran n'est plus uniquement un exportateur d'énergie il devient un point de jonction physique entre plusieurs espaces économiques majeurs.

Cette infrastructure territoriale impossible à déplacer ou à isoler prend une dimension plus profonde encore lorsqu'on observe le rapprochement Iran/Russie. En sanctionnant simultanément ces deux puissances Washington n'a pas seulement exercé une pression, il a accéléré une convergence stratégique.

En janvier 2025, un accord de partenariat global sur 20 ans est signé entre la Russie et l'Iran couvrant l'énergie, la coordination militaire, le commerce et la coopération face aux restrictions occidentales. Les échanges bilatéraux atteignent plusieurs milliards de dollars avec une trajectoire clairement orientée à la hausse. Les sanctions fragmentent à court terme mais poussent à des alliances durables. Les BRICS+ ne sont ni un bloc homogène ni une alliance militaire. Et en 2026, aucune réponse unifiée n'émerge. Pourtant les flux de paiements alternatifs et de corridors continuent. Le système parallèle progresse par usage. Si ces alternatives se généralisent, le dollar et les sanctions perdent leur exclusivité redéfinissant l'équilibre mondial. Et surtout si cette dynamique se poursuit à quel moment l'exception devient-elle la règle ?

Ronald Trump et son équipe ont bien compris cette évolution. L'appétit des États-Unis a intégré le Venezuela, le Canada et l'Iran n'avait

rien d'un caprice, il y avait urgence. Il s'agit d'une tentative de bloquer l'avancée des BRICS+. Mais ceci n'a jamais été dit dans le courant majoritaire de la presse.

Les États-Unis et Israël voulaient cette guerre, mais l'Iran et les BRICS+ (surtout la Russie et la Chine) aussi, ainsi que l'équipe des pays occidentaux organisés dans le *système d'échange interbancaire Swift* (créé en 1973), plutôt à la traîne, et qui aboient sur l'Iran. Ennemis jurés, tous voulaient ce conflit mais pour des raisons différentes : les États-Unis contre l'Iran, la Russie et la Chine, Israël contre l'Iran et les Houthis et les brigades chiites en Irak. Mention spéciale pour l'Espagne qui elle se met délibérément pour l'Iran contre les USA. Et depuis plus de vingt ans l'Iran petit à petit tisse la structure d'un piège. L'histoire a déjà vu cela plusieurs fois cela et le résultat de ces conflits est rarement ce qui paraît évident au départ.

Commençons par le fait le plus dérangeant de tous, celui que la plupart des analyses oublient complètement. Trois acteurs distincts voulaient cette guerre, chacun pour ses propres raisons et cette convergence d'intérêt l'a rendue inévitable.

l'Iran d'abord: 45 ans de sanctions économiques américaines.

Une économie étranglée jusqu'à l'os jusqu'en janvier 2026. *Les forces de sécurité iranienne* ont tué des milliers de manifestants lors de ce que les observateurs internationaux ont décrit comme le plus grand soulèvement intérieur depuis la Révolution Islamique en 1979 mais que les USA ont laissé tomber, oubliant leur promesse. Pression populaire à l'intérieur, embargo à l'extérieur, ce régime assis sur une poudrière cherche toujours la même chose, une étincelle qu'il peut contrôler parce qu'une étincelle vaut mieux qu'une révolution qui lui échappe : au moment précis où les bombes américaines commencent à tomber sur le sol iranien, la population cesse de manifester contre son gouvernement.

Le sentiment national de défense du pays prend la suite, c'est ce que les humains ont fait à chaque siècle, quand ils ont été attaqués de l'extérieur. Les dirigeants iraniens le savaient, ils s'y préparaient depuis deux décennies.

Israël ensuite: en juin 2025, lors de ce qu'on a appelé la guerre des 12 jours, Israël avait frappé directement les installations nucléaires iraniennes. Ce que les planificateurs stratégiques Israéliens voulaient se produit ensuite: un conflit prolongé qui épuise simultanément l'Iran et les USA.

Enfin Trump avait besoin de cette guerre pour se tenir devant le peuple américain et dire j'ai détruit le programme nucléaire iranien. J'ai accompli ce qu'aucun président avant moi n'avait osé faire. Mais voilà ce qui rend sa position dangereuse pour tout le monde: même une guerre ratée le sert, une guerre qui tourne mal lui donne le prétexte de déclarer des états d'urgence, d'élargir ses pouvoirs, d'accuser les institutions de l'avoir fait échouer. La guerre qui se passe bien ou la guerre qui se passe mal les deux produisent des résultats politiques qu'il peut exploiter, ce qui signifie qu'aucun scénario n'était susceptible de le faire reculer.

Donc quand trois acteurs avec trois motivations opposées veulent le même événement, cet événement finit par arriver.

Maintenant, parlons de ce que les stratèges militaires savent mais que le public urbain ignore: la géographie ne se négocie pas. L'Iran est une forteresse de montagnes, chaîne après chaîne et à l'intérieur de ces montagnes, vous pouvez dissimuler des bases de roquettes, des sites drones, des batteries de missile, de façon, pratiquement impossible à localiser depuis les airs. Une capacité militaire dispersée à travers une chaîne de montagne entière ne disparaît pas dans le bombardement d'une capitale ou le meurtre d'un dirigeant suprême, elle continue d'opérer depuis cent collines différentes impossible à frapper. Et rien de tout ça n'est arrivé par accident: deux décennies de préparation délibérée, chaque guerre par

procuration via le Hezbollah, via le Hamas, via les Houthis au Yémen, via les milices en Irak ont servi de répétition générale pour cette confrontation. L'Iran a même conduit des simulations de guerres spécifiquement calibrées contre les tactiques américaines et israéliennes. Quand la vraie guerre est venue, ils étaient prêts. Ce ne sont pas des amateurs qui improvisent. Ce sont des gens qui ont passé 20 ans à étudier un adversaire unique en préparation d'un seul match.

Maintenant l'économie, l'Iran produit un drone: le « Shahed » (coût unitaire entre 35 000 et 50 000 €) assez compact pour être chargé sur un camion et lancé depuis n'importe où dans le pays, stock estimé 80 000 unités, taux de production environ 500 par jour. Les missiles intercepteurs américains déployés contre ces drones coûtent environ 1 million de dollars l'unité et un seul drone entrant nécessite souvent deux à trois tirs pour être neutralisé. Brûler deux à trois millions de dollars pour détruire quelque chose qui coûte 50 000 euros, répéter des milliers de fois, les munitions s'épuisent avant que les drones iraniens ne s'épuisent. Cette asymétrie n'est pas un défaut de conception dans la stratégie iranienne c'est la stratégie entière.

Le détroit d'Ormuz, 20 milles dans sa partie la plus étroite, l'Iran contrôle la côte Nord en totalité. En 2024, 20 millions de barils de pétrole ont transité par ce détroit, chaque jour, soit environ 20 % de tout le pétrole consommé globalement, plus 25 % du commerce maritime mondial de pétrole et 20 % du Gaz Naturel Liquéfié mondial. Fermer ce détroit, ce n'est pas une manœuvre militaire, c'est une arme pointée directement sur l'économie mondiale. Pour mettre ça en perspective, l'embargo pétrolier Arabe des années 1970 a retiré environ 4 millions de barils par jour des marchés, soit 7 % de la consommation de l'époque. Résultat des files interminables aux stations-service, une inflation record, une récession profonde. La fermeture du détroit correspond à retirer cinq fois ce volume du

marché mondial et les pays les plus dépendant de ce corridor ne sont pas américains. La Chine reçoit 40 % de son pétrole par ce passage, l'Inde 60 %, le Japon, 75 %, la Corée-du-Sud en proportion similaire. Ces quatre nations représentaient 69 % de tous les flux pétroliers par le détroit Ormuz en 2024. Le premier ministre japonais a dit publiquement que si le détroit ferme son pays manque de pétrole en huit à neuf mois avec comme résultat, l'effondrement de l'économie japonaise. L'Iran n'a pas besoin de vaincre l'armée américaine. Il lui suffit de fermer une porte de vingt milles et le monde entier fait pression pour trouver une sortie. Quand les États-Unis ont appelé leurs alliés à envoyer des navires de guerre pour sécuriser le détroit d'Ormuz, tous les pays ont décliné, y compris les six partenaires les plus proches de l'Amérique qui avaient répondu présents dans les conflits majeurs des 80 dernières années. Pourquoi ! Pas par lâcheté mais suite à un calcul rationnel : rejoindre une guerre non autorisée par le congrès américain, lancée sans consultation des alliés dont les objectifs changent toutes les 24 heures et dont la stratégie de sortie est absente: c'est payer le prix d'une décision à laquelle vous n'avez pas participé.

Quand six alliés majeurs font simultanément la même évaluation et arrivent au même résultat, c'est le signal le plus puissant disponible sur la nature réelle de ce conflit.

Maintenant la pyramide militaire, chaque étudiant en histoire militaire sait que les guerres d'attrition se gagnent par le bas, pas par le haut, la base de toute pyramide militaire fonctionnelle est le soldat, la ressource la moins chère et la plus flexible, adaptable à n'importe quel terrain. Le sommet de la pyramide, la puissance aérienne, coûteuse spectaculaire, mais incapable de gouverner un seul village ou tenir une seule route. La pyramide militaire américaine est à l'envers. Des décennies de doctrine «guerre froide» ont mis la puissance au sommet parce que la guerre froide n'était pas vraiment une guerre.

C'était une performance, un acte d'intimidation conçu pour faire croire aux Soviétiques que la puissance américaine était irrésistible. Le 28 février 2026, le choc est arrivé comme annoncé: les États-Unis et Israël ont tué le guide suprême. Ils ont détruit ce que les officiels décrivaient comme une installation nucléaire souterraine. Trump a déclaré publiquement que l'Iran n'avait plus de Marine, plus de force aérienne, plus de système de détection. Le détroit d'Ormuz est resté fermé plus par les assureurs que par les iraniens qui ne l'ont interdit que pour les navires ayant le drapeau de leurs ennemis.

Quant à la gestion des conflits, chaque région iranienne porte ses propres ordres, sa propre capacité à continuer les opérations de façon indépendante, l'efficacité de la décapitation s'effondre face à une armée qui a passé 20 ans à se concevoir pour continuer à se battre après la décapitation.

Les grandes puissances qui se surestiment font toujours les mêmes erreurs. Elles confondent la dominance militaire avec la capacité d'imposer leur volonté à une population déterminée, elles confondent gagner des campagnes aériennes avec gagner des guerres et les montagnes ont plus de patience que les budgets militaires.

Les précédents les plus récents les Soviétiques en Afghanistan, une guerre dont le coup a accéléré l'effondrement du projet soviétique tout entier, l'Amérique au Vietnam une décennie, un retrait, un coût humain et financier énorme et le résultat que la guerre était censée prévenir c'est quand même produit, idem en Afghanistan, 20 ans, retrait, rien n'a changé.

La structure du piège est identique à chaque fois: la puissance extérieure arrive avec une supériorité écrasante. Elle remporte des victoires initiales spectaculaires, elle annonce la victoire et puis elle découvre que la victoire militaire et la victoire politique sont deux choses complètement différentes, la terreur choque, la paix elle ne se bombarde pas. L'histoire marque les tournants, pas avec des

annonces dramatiques, avec des démonstrations silencieuses, un détroit «fermé» des alliés qui déclinent un coût de guerre de 5 milliards de dollars par jour, le pétrole au-dessus de 100 puis 150 \$ le baril, des chaînes d'approvisionnements mondial perturbées.

Le piège est bien construit. Les USA ont été appâtés par la perspective d'une victoire spectaculaire, il a fonctionné. Ce qui vient ensuite dépend de décision qui ne sont pas encore prises, mais l'histoire des grandes puissances dans des pièces géographiques similaires dit une chose invariablement: plutôt la réalité est reconnue, moins le coût final est élevé. Le coût de la lucidité précoce est toujours inférieur au coût de l'escalade tardive. La question est simple: cette fois-ci, sera-t-elle différente ?

Après des ultimatums de dernières minutes et des reports d'ultimatum les USA ont engagé une phase de négociation par l'intermédiaire du Pakistan.

Cette période de négociation s'est interrompue au bout de 20 heures de discussion et Monsieur Trump reprend ses déclarations erratiques. Il se rend bien compte que l'Iran ne se reconnaît pas vaincu et ne veut pas céder.

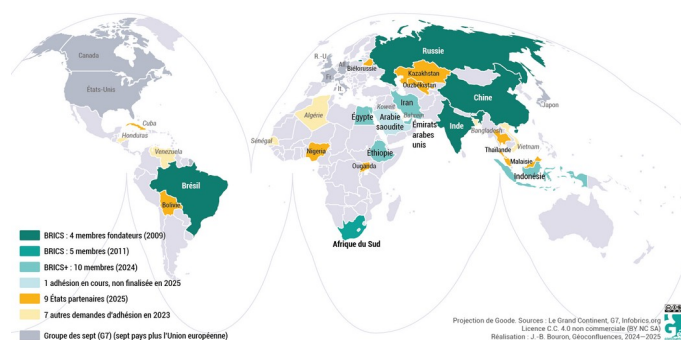
De son côté, l'Iran pense qu'elle est en position de force et donc ne veut pas céder dans cette négociation, position partagée par la Russie et la Chine.

Souvenons-nous que nous ne sommes pas dans le conflit pour des raisons XY mais pour la défense du groupe *Swift* face au BRICS+ et l'enjeu est autrement important. C'est l'organisation mondiale qui est en cause, soit les USA réussissent à reprendre la main soit ils perdent leur hégémonie mondiale, tout simplement. Déjà beaucoup de pays occidentaux se tournent vers les BRICS+. Les

pays européens, l'Australie, le Canada commencent à s'orienter vers ce nouvel ordre mondial; quelle que soit l'issue de ce conflit rien ne sera comme avant.

Marc Hébert

\*BRICS + : Voici la carte des pays adhérents :



Géoconfluences, mise à jour avril 2025

<https://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/veille/breves/elargissement-brics-2024>

\*\*BRICS pay : système de paiement transfrontalier. Dans le but de réduire leur dépendance au dollar américain, les 9 pays des BRICS+ ont décidé de concevoir leur propre système de paiement pour leurs échanges commerciaux, BRICS Pay. Une initiative inédite qui montre la volonté des BRICS+ de s'appuyer sur une infrastructure financière plus résiliente et autonome.

\*\*\*Swift : Créée en 1973, SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) est une société privée de droit belge qui offre une plate-forme de messagerie sécurisée, des standards pour communiquer et un bouquet de produits et de services autour de cette messagerie.

# L'anarchisme et les syndicats ouvriers

## <sup>1</sup>Fernand Pelloutier

En cette période de préparation du congrès confédéral de la CGT-Force Ouvrière devenue simplement Force Ouvrière, il est important de lire l'article de Fernand Pelloutier. Ce texte annonce la Lettre aux Anarchistes (1899) et préfigure la Charte d'Amiens (1906)<sup>2</sup> toujours acclamée dans les congrès et sans cesse trahie par ses laudateurs.

Resituons le contexte de cet article écrit en 1895.

Pour mettre fin à la Commune de Paris l'armée prussienne avait relâché les militaires français captifs, dont deux officiers qui participèrent à la répression : René de La Tour du Pin et le comte Albert de Mun. En 1871, fut créé l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers par Albert de Mun rejoint par René de La Tour du Pin. Ils souhaitaient rechristianiser le monde ouvrier et de cette façon contribuer à la défense de ses intérêts matériels et moraux afin d'éviter une nouvelle révolte ouvrière. C'était un mélange de charité et d'un projet corporatiste de constitution de syndicats mixtes (ouvriers et patrons unis).

En 1883, Léon Hamel, patron d'une filature, met en place des conseils d'usine dans son entreprise pour permettre à ses ouvriers d'être associés à la direction de l'entreprise. Proche du pape Léon XIII, il était son camérier, il s'appuya sur l'encyclique *Rerum Novarum* (1892) définissant le « catholicisme social »<sup>3</sup> pour développer un patronat social et contribuer à la constitution

d'un syndicalisme chrétien. La CFTC fut créée en 1919.

Marc Prévotel aimait citer Émile Pouget : « *Pour l'instant, c'est des trombones de socialos qu'ils se sont fabriqués : oh, leur socialisme chrétien n'a pas poussé en une nuit, kif-kif une vesse de loup. Il a mijoté quinze ans dans l'œuf, s'infiltrant doucement, partout où il y a mèche. On rigolait des empapaoutés des cercles catholiques, ne se figurant pas que ça ferait des petits... Mais voilà les ratichons ont pour eux le temps et la patience : c'est pas sur les hommes, c'est sur les générations qu'ils agissent.* »<sup>4</sup>

Quant aux socialistes parlementaires ou autoritaires une grande confusion régnait ainsi que le décrit Fernand Pelloutier. Ils sont divisés en cinq courants : les possibilistes (réformistes), les allemanistes (courant ouvrier), les socialistes indépendants (républicains et radicaux), les guesdistes (marxistes) et les blanquistes (révolutionnaires). Ce n'est qu'en 1905 qu'ils se regroupèrent et créèrent la SFIO.

L'histoire ne s'arrête pas là.

En juillet 1920 le deuxième congrès de l'Internationale communiste avait fixé les « 21 conditions à l'adhésion pour la « Troisième Internationale », dont la neuvième : « Des cellules communistes doivent noyauter les syndicats afin qu'ils soient soumis au parti ».

Après la rupture avec les staliniens, la création de la CGT-Force Ouvrière représentait la poursuite de la CGT en tant qu'organisation de la classe ouvrière.

Du côté du catholicisme social avant la transformation du courant majoritaire de la CFTC en CFDT, certains militants d'organisations

1 Les notes biographiques 9 à 15 sont extraites de la brochure « Un Anarchiste dans la lutte des classes : Fernand Pelloutier » [https://www.antimythes.fr/editions/pelloutier\\_lefrancais.pdf](https://www.antimythes.fr/editions/pelloutier_lefrancais.pdf)

2 Le congrès d'Amiens consacra le découpage de la CGT en trois tendances : syndicaliste réformiste, « syndicalo-politique » (guesdiste) et « syndicaliste révolutionnaire / anarcho-syndicaliste ».

3 Le « christianisme social » était d'inspiration protestante.

4 Émile Pouget, *Le Père Peinard* (27 mars 1892), éd. Galilée, Paris 1976, p.216.

catholiques (Jeunesse Ouvrière Chrétienne, Action Catholique Ouvrière ...) optèrent pour une adhésion à la CGT-Force Ouvrière tels, entre autres, Antoine Laval<sup>5</sup>, Michel Huc<sup>6</sup> ...

Ils infusèrent dans l'organisation des orientations plus proches de la CFDT que du réformisme traditionnel de la CGT-Force Ouvrière.

Les courants chrétiens (qui n'est pas composé que de chrétiens) et marxistes furent longtemps opposés dans l'organisation syndicale et une alliance aurait été considérée comme contre nature.

Cependant, une complicité objective se mit en place après le départ forcé de Pascal Pavageau afin d'obtenir des positions dans l'appareil confédéral, contrôler les instances nationales, se répartir la direction des UD et des fédérations et bloquer tout débat remettant en cause leur fonctionnement bureaucratique.

De renoncements en trahisons la direction du syndicat œuvre à la destruction du syndicalisme authentique.

Dernier exemple : la signature de l'avenant sur l'assurance chômage du 25/02/26. Une organisation syndicale qui signe un accord de régression sociale dépassant avec zèle l'exigence de réduction des dépenses ordonnée par le gouvernement défend-t-elle encore la classe ouvrière ?

Le congrès permettra-t-il de rectifier le cours de l'organisation syndicale et de renouer avec les fondamentaux développés par Fernand Pelloutier ?

Christian Joyeux-Bouillon (16/04/26)

### **Fernand Pelloutier**

« De même que des ouvriers de ma connaissance hésitent, quoique désabusés du socialisme parlementaire, à faire profession de socialisme libertaire, parce que, à leur sens, toute l'anarchie consiste dans l'emploi individuel de la dynamite, de même je sais nombre d'anarchistes qui, par un préjugé jadis fondé d'ailleurs, se tiennent à l'écart des syndicats, et, le cas échéant, les combattent, parce que pendant un temps cette institution a été le véritable terrain de culture des aspirants députés. À Saint-Étienne, par exemple (et je tiens ceci de bonne source), les membres des syndicats vénèrent Ravachol ; aucun d'eux, cependant, n'ose se dire anarchiste, de crainte de paraître abandonner la préparation de la révolte collective au bénéfice de la révolte isolée. Ailleurs, au contraire, à Paris, à Amiens, à Marseille, à Roanne, et dans cent autres villes, des anarchistes admirent l'esprit nouveau dont sont animés depuis quelque deux ans les syndicats, sans oser pourtant pénétrer dans ce champ révolutionnaire pour y faire germer le bon grain semé par la dure expérience. Et, entre ces hommes, émancipés presque au même degré, intellectuellement liés par un commun but et par la perception ici, par la conviction là, de la nécessité d'un mouvement violent, une défiance subsiste qui écarte, les premiers des camarades crus systématiquement hostiles à toute action concertée, les seconds d'une forme de groupement où ils croient encore obligatoire l'aliénation de la liberté individuelle.

Cependant, le rapprochement commencé dans quelques grands centres industriels ou manufacturiers ne cesse de s'étendre. Un camarade de Roanne a naguère indiqué aux lecteurs des *Temps Nouveaux* que, non seulement les anarchistes de cette ville sont entrés enfin dans les groupes corporatifs, mais qu'ils y ont acquis par leur énergie et l'ardeur de leur prosélytisme une autorité morale réellement profitable à la propagande. Ce que nous avons appris touchant les syndicats de Roanne, je pourrais le dire de maints syndicats d'Alger, de Toulouse, de Paris, de Beauvais, de Toulon, etc., qui, entamés par la propagande libertaire

5 Militant jociste de la Loire (1938-1948), permanent régional (1943) puis national (1945-1948) de la JOC ; syndicaliste Force ouvrière, permanent syndical (1952-1981), secrétaire général de la Fédération FO de la Métallurgie (1964-1972), secrétaire confédéral (1972-1980) ; membre du Conseil économique et social (1962-1973).

6 responsable local de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et catholique pratiquant revendiqué, permanent de la fédération des métaux en 1976, secrétaire général de la Fédération FO de la Métallurgie (1982-2004).

étudient aujourd'hui les doctrines dont hier ils refusaient, sous l'influence marxiste, d'entendre même parler. Or, analyser les causes de ce rapprochement, qui aurait jadis paru impossible, exposer les phases qu'il a traversées, c'est faire disparaître le reste de défiance qui empêche l'union révolutionnaire et ruiner le socialisme étatiste, devenu la forme doctrinale des appétits inavouables. Il y a eu un moment où les syndicats se sont trouvés préparés (et, ce qui est une garantie contre toute réaction, préparés par leur propre jugement, en dépit même des conseils qu'ils écoutaient jusque là avec tant de respect) à abandonner toute participation aux lois dites sociales ; ce moment a coïncidé avec l'application des premières réformes dont on leur promettait depuis quatre ans tant de merveilles.

On leur avait dit si souvent «Patience ! nous obtiendrons qu'on réglemente la durée de votre travail de façon à vous donner ces heures de repos et d'étude sans quoi vous seriez perpétuellement esclaves», que l'attente de cette réforme les hypnotisa, pour ainsi dire, pendant plusieurs années, les détournant de l'objectif révolutionnaire. Mais quand on leur eut accordé la loi de protection du travail des femmes et des enfants, que constatèrent-ils ? Une réduction de salaire de leurs femmes, de leurs enfants et des leurs propres, proportionnelle à la diminution de la durée du travail, des grèves ou des lock-out à Paris, à Amiens, dans l'Ardèche, une extension du travail à domicile, ou sweating system, ou bien l'emploi par les industriels de combinaisons ingénieuses (équipes tournantes, relais), qui, à la fois, rendaient la loi inapplicable et aggravaient les conditions de travail. L'application de la loi du 2 novembre 1892<sup>7</sup> eut enfin de tels résultats qu'ouvrières et ouvriers en réclamèrent, et en réclamèrent encore, l'abrogation.

D'où venait pareil échec ? Les syndicats s'empressèrent de le rechercher ; mais, trop nouvellement frappés dans leur foi aux législations pour qu'elle fût sérieusement atteinte, trop ignorant en économie sociale pour

chercher au-delà des causes tangibles, ils crurent (la réduction de la durée du travail ayant déterminé la réduction du salaire) que la loi serait parfaite si, à la réglementation de la durée, elle ajoutait la réglementation du prix de ce travail.

Mais l'heure était enfin arrivée des déconvenues. Aux promesses, qui avaient fait la puissance du socialisme réformiste, allaient succéder les réalisations, qui seraient sa ruine. De nouvelles lois surgirent, qui avaient pour but, soit de rémunérer mieux le producteur, soit d'assurer sa vieillesse. Mais alors les syndicats s'aperçurent (et l'honneur de cette observation, capitale dans l'évolution socialiste, revient surtout aux femmes) que les objets qui leur étaient mieux payés à eux producteurs leur étaient vendus de plus en plus cher à eux consommateurs, qu'à mesure qu'augmentait le taux du salaire, s'élevait le prix du pain, du vin, de la viande, des loyers, de l'ameublement, de toutes les choses, en un mot, qui sont la condition immédiate de l'existence ; ils s'aperçurent encore (et cela a été formellement dit au récent Congrès de Limoges) qu'en dernière analyse les retraites sont toujours le produit de prélèvements sur les salaires. Et cette leçon expérimentale, plus éloquente pour eux que magistrale analyse de la répercussion des impôts faite par Proudhon, enseignée par l'Internationale, admise même et professée par les programmes collectivistes d'il y a treize ans, si elle ne les persuada pas encore que prétendre diminuer le paupérisme dans un état économique où tout est combiné pour l'étendre, ce serait vouloir contenir un liquide sur une surface plane, du moins elle grava dans leur esprit cette idée grosse de conséquences que les législations sociales ne sont peut-être pas la panacée qu'on leur avait dite.

Cependant, cette leçon n'aurait pas suffi à déterminer en eux l'évolution rapide que nous constatons, si les écoles socialistes ne s'étaient attachées elles-mêmes à leur inspirer le dégoût de la politique. Pendant longtemps les syndicats pensèrent que la faiblesse du parti socialiste, ou, plutôt, du prolétariat, avait surtout, peut-être même exclusivement, pour cause les divisions des politiciens. Dès qu'un désaccord surgissait entre le citoyen X et le citoyen Z, entre le

<sup>7</sup> **Loi du 2 novembre 1892** sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

«Torquemada en Iorgnon»<sup>8</sup>, stigmatisé jadis par Clovis Hugues<sup>9</sup> et Ferroul<sup>10</sup>, et tel coryphée de la «Fédération des Lâcheurs socialistes», selon le mot de Lafargue<sup>11</sup>, les syndicats se coupaient en deux, et, s'il s'agissait d'opérer une action commune, comme la manifestation du 1er Mai, par exemple, voyaient leurs membres partagés en cinq, six, dix tronçons, qui allaient les uns à hue, les autres à dia, suivant le mot d'ordre des chefs. Cela les fit réfléchir, et, prenant là encore l'effet pour la cause, ils dépensèrent une énergie qu'on peut dire incommensurable pour essayer de résoudre cet insoluble problème : l'union socialiste. Ah ! les efforts faits pour atteindre à cette chimère, quiconque n'a point vécu dans les milieux corporatifs ne peut s'en faire même une idée. Ordres du jour, délibérations, manifestes : tout, tout fut essayé, mais en vain ; au moment même où l'accord paraissait scellé, où, plutôt par lassitude que par conviction, les discussions s'éteignaient, un mot rallumait l'étincelle : guesdistes<sup>12</sup>, blanquistes<sup>13</sup>, intransigeants, broussistes<sup>14</sup> se dressaient furieux, échangeant des injures, se jetant à la tête qui Guesde, qui Vaillant<sup>15</sup>, qui Brousse, et la bataille nouvelle durait des semaines pour recommencer à peine terminée.

En ce monde, tout a une fin. Lassés de leur affaiblissement croissant et de leurs inutiles

efforts pour concilier la politique, qui est surtout d'intérêt individuel, avec l'économie, qui est d'intérêt social, les syndicats finirent par comprendre (et mieux valait tard que jamais) que leur propre division avait une cause plus élevée que la division des politiciens et que l'une et l'autre résultaient... de la politique. C'est alors qu'enhardis déjà par l'inefficacité manifeste des lois «sociales», par les trahisons de certains élus socialistes (les uns donnant leur appui au gros commerce de Bercy, les autres faisant des débris de leur démission en blanc de petites balles pour en frapper le nez long d'une aune des électeurs), par les déplorables résultats de l'immixtion des députés ou des conseillers municipaux dans les grèves, notamment celle des omnibus, par l'hostilité à la grève générale de journaux et d'hommes dont toute la politique consiste à faire ou à se faire l'échelle pour conquérir les 25 francs et l'écharpe, les syndicats décidèrent que dorénavant les agitations politiques leur resteraient étrangères, que toute discussion, autre qu'économique, serait impitoyablement proscrite de leur programme d'études et qu'ils se consacraient tout entiers à la résistance contre le capital. De récents exemples ont montré combien sur cette pente les syndicats glissèrent vite !

Cependant le bruit de cette Révolution avait transpiré. Le mot d'ordre nouveau: Plus de politique ! s'était propagé dans les ateliers. Nombre de syndiqués désertaient les églises consacrées au culte électoral. Le terrain syndical parut alors à quelques anarchistes suffisamment préparé pour recevoir et féconder la doctrine, et ils vinrent en aide à ceux qui, enfin émancipés de la tutelle parlementaire, s'efforçaient maintenant de consacrer leur attention et celle de leurs camarades sur l'étude des lois économiques.

Cette entrée des libertaires dans le syndicat eut un résultat considérable. Elle apprit d'abord à la masse la signification réelle de l'anarchisme, doctrine qui, pour s'implanter, peut fort bien, répétons-le, se passer de la dynamite individuelle ; et, par un enchaînement naturel d'idées, elle révéla aux syndiqués ce qu'est et ce que peut devenir cette organisation corporative dont ils

8 Surnom de Jules Guesde.

9 Clovis Hugues (1851 – 1907) : socialiste « guesdiste » ; député des Bouches du Rhône de 1881 à 1889 puis de la Seine de 1893 à 1906.

10 Ernest Ferroul ( 1853 – 1921) : socialiste « guesdiste » ; député de l'Aude de 1883 à 1893 puis de 1899 à 1902. Maire de Narbonne.

11 Paul Lafargue (1843 – 1911) : internationaliste anti-autoritaire, socialiste « guesdiste » ; député du Nord de 1891 à 1893. Gendre de Karl Marx.

12 Jules Basile dit Jules Guesde ( 1847 – 1922) : internationaliste anti-autoritaire, puis autoritaire ; socialiste « guesdiste » ; député du Nord de 1883 à 1898, puis de 1906 à 1922 ; ministre.

13 Auguste Blanqui ( 1805 – 1881) : socialiste « blanquiste » ; député de la Gironde du 20 avril 1879 au 31 décembre 1879, élection invalidée pour cause d'enfermement.

14 Paul Brousse (1844 – 1912) : internationaliste anti-autoritaire puis socialiste « possibiliste » ; député de la Seine de 1906 à 1910.

15 Edouard Vaillant (1840 – 1915) : socialiste « blanquiste » ; membre du Conseil de la Commune de Paris ; député de la Seine de 1893 à 1915.

n'avaient eu jusqu'alors qu'une étroite conception.

Personne ne croit ou n'espère que la prochaine Révolution, si formidable qu'elle doive être, réalise le communisme anarchiste pur. Par le fait qu'elle éclatera, sans doute, avant que soit achevée l'éducation anarchiste, les hommes ne seront point assez mûrs pour pouvoir s'ordonner absolument eux-mêmes, et longtemps encore les exigences des caprices étoufferont en eux la voix de la raison. Par conséquent (l'occasion est bonne pour le dire), si nous prêchons le communisme parfait, ce n'est ni avec la certitude ni même avec l'esprit que le communisme sera la forme sociale de demain ; c'est pour avancer, approcher le plus possible de la perfection, l'éducation humaine, pour avoir, en un mot, le jour venu de la conflagration, atteint le maximum d'affranchissement. Mais l'état transitoire à subir doit-il être nécessairement, fatalement la geôle collectiviste<sup>16</sup> ? Ne peut-il consister en une organisation libertaire limitée exclusivement aux besoins de la production et de la consommation, toutes institutions politiques ayant disparu ? Tel est le problème qui, depuis de longues années, préoccupe et à juste titre beaucoup d'esprits.

Or, qu'est-ce que le syndicat ? Une association, d'accès ou d'abandon libre, sans président, ayant pour tout fonctionnaire un secrétaire et un trésorier révocables dans l'instant, d'hommes qui étudient et débattent des intérêts professionnels semblables. Que sont-ils, ces hommes ? Des producteurs, ceux-là mêmes qui créent toute la richesse publique. Attendent-ils, pour se réunir, se concerter, agir, l'agrément des lois ? Non : leur constitution légale n'est pour eux qu'un amusant moyen de faire de la propagande révolutionnaire avec la garantie du gouvernement, et d'ailleurs combien d'entre eux ne figurent pas et ne figureront jamais sur l'annuaire officiel des syndicats ? Usent-ils du mécanisme parlementaire pour prendre leurs résolutions ? Pas davantage : ils discutent, et l'opinion la plus répandue fait loi, mais une loi sans sanction, exécutée précisément parce qu'elle est subordonnée à l'acceptation individuelle, sauf le cas, bien entendu, où il s'agit

de résister au patronat. Enfin, s'ils nomment à chaque séance un président, un délégué à l'ordre, ce n'est plus que par l'effet de l'habitude car, une fois nommé, ce président est parfaitement oublié et oublie fréquemment lui-même la fonction dont ses camarades l'ont investi.

Laboratoire des luttes économiques, détaché des compétitions électorales, favorable à la grève générale avec toutes ses conséquences, s'administrant anarchiquement, le syndicat est donc bien l'organisation à la fois révolutionnaire et libertaire qui pourra seule contrebalancer et arriver à réduire la néfaste influence des politiciens collectivistes. Supposons maintenant que, le jour où éclatera la Révolution, la presque totalité des producteurs soit groupée dans les syndicats : n'y aura-t-il pas là, prête à succéder à l'organisation actuelle, une organisation quasi libertaire, supprimant de fait tout pouvoir politique, et dont chaque partie, maîtresse des instruments de production, réglerait toutes ses affaires : elle-même, souverainement et par le libre consentement de ses membres ? Et ne serait-ce pas «l'association libre des producteurs libres» ?

Assurément les objections sont nombreuses: les administrations fédérales peuvent devenir des pouvoirs ; d'habiles gens peuvent arriver à gouverner les syndicats comme les socialistes parlementaires gouvernent les groupes politiques ; mais ces objections ne sont valables qu'en partie. Les conseils fédéraux ne sont, dans l'esprit même des syndicats, que des institutions transitoires, qu'a fait naître la nécessité de généraliser et de rendre de plus en plus formidables les luttes économiques, mais que le succès révolutionnaire rendrait superflues, et que, d'ailleurs, les groupes dont elles émanent surveillent d'un œil trop jaloux pour qu'elles arrivent jamais à conquérir une autorité directrice. D'autre part, la révocabilité permanente des fonctionnaires réduit leur fonction et leur personne à bien peu de chose, et trop souvent même il ne leur suffit pas d'avoir fait leur devoir pour conserver la confiance de leurs camarades. Puis, l'organisation corporative n'est encore qu'à l'état embryonnaire. À peine

16 Le socialisme autoritaire.

débarrassée de la tyrannie politicienne, elle marche éperdue et, comme l'enfant à ses premiers pas, chancelle sur la route de l'indépendance. Mais qui sait où la douceur, et plus encore les fruits de la liberté, l'auront conduite dans dix ans ? Et c'est précisément à l'y conduire que les socialistes libertaires doivent consacrer leurs efforts.

« *Le Comité fédéral des Bourses du Travail, dit un procès-verbal officiel publié dans le Bulletin de la Bourse de Narbonne, a pour mission d'instruire le prolétariat sur l'inutilité d'une Révolution qui se contenterait de substituer un État à un autre, fût-ce un État socialiste.* » Ce comité, dit un autre procès-verbal à paraître dans le Bulletin de la Bourse de Perpignan, « *doit s'efforcer de préparer une organisation qui, en cas d'une transformation sociale, puisse assurer le fonctionnement économique par le libre groupement et rendre superflue toute institution politique. Son but étant la suppression de l'autorité sous toutes ses formes, il a pour tâche d'habituer les travailleurs à s'affranchir des tutelles* ».

Ainsi, d'une part, les «syndiqués» sont aujourd'hui en état d'entendre, d'étudier et de recevoir les doctrines libertaires ; d'autre part, les anarchistes n'ont pas à craindre, en prenant part au mouvement corporatif d'être obligés d'abdiquer leur indépendance, Les premiers sont prêts à admettre, les seconds peuvent fortifier une organisation dont les résolutions résultent du libre accord ; qui, suivant le mot de Grave (*La Société future* p. 202), « *n'ait ni lois, ni statuts, ni règlements auxquels chaque individu soit forcé de se soumettre sous peine d'un châtement quelconque préalablement déterminé* » ; que les individus aient la faculté d'abandonner quand il leur plaira, sauf, je le répète, le cas où la lutte contre l'ennemi est engagée ; qui, pour tout dire, soit une école pratique d'anarchisme.

Que les hommes libres entrent donc dans le syndicat, et que la propagation de leurs idées y prépare les travailleurs, les artisans de la richesse, à comprendre qu'ils doivent régler leurs affaires eux-mêmes, et à briser, par suite, le jour venu, non seulement les formes politiques existantes, mais toute tentative de

reconstitution, d'un pouvoir nouveau. Cela montrera aux autoritaires combien était fondée leur crainte, déguisée en dédain, du «syndicalisme» et combien éphémère leur doctrine, disparue avant même d'avoir pu s'affirmer ! »

### Fernand Pelloutier

Texte écrit le 20 octobre 1895 et paru dans *Les Temps nouveaux*, 2-8 novembre 1895.

\*\*\*

## L'Anarcho-syndicaliste

Association des Groupes Fernand Pelloutier  
Korn an Tan - 640 rt de Lezeret  
29810 PLOUMOGUER

Fondateur de publication:

Alexandre HÉBERT

Directeur de publication:

Marc HÉBERT

N° SIREN :

890 475 460 - CPPAP: 1125 P 11527 - ISSN: 0398-6829

publicimo :

codico 04384049 D.T.PR N° 029/21/085-AN

Imprimerie spéciale de l'association :

Groupes Fernand Pelloutier

Dépôt légal:

Bibliothèque nationale de France

Sites : <https://anarcho-syndicalisme.org>

Contacts: [Anarcho-syndicaliste@protonmail.com](mailto:Anarcho-syndicaliste@protonmail.com)

# Non à la militarisation de la société



On lit sur le site du

ministère des Armées : « Dans le cadre de l'opération SENTINELLE lancée en janvier 2015, 10 000 soldats sont engagés sur le territoire national pour défendre et protéger les Français. »

C'est ainsi que, durant les municipales on a pu voir défiler des soldats en armes :

Il est indiqué : « L'opération SENTINELLE est une opération militaire de lutte contre le terrorisme visant à renforcer la protection des français, avec des moyens militaires ... » (<https://www.google.com/search?q=op%C3%A9ration+sentinelle&sc>).

En quoi y avait-il une menace terroriste durant les municipales, comme en 2024 lors des Jeux Olympiques...Va savoir...

C'est à l'initiative de Hollande, suite aux attentats de janvier 2015, que l'opération a été mise en place le 12 janvier.

En 2017, Macron en donnait une définition: « Nous proposerons une nouvelle doctrine d'intervention qui permettra de revenir en profondeur sur l'organisation de "Sentinelle" afin d'avoir une plus grande efficacité opérationnelle et de prendre en compte l'évolution de la menace » (Le Monde du 10 août).

août 2017, il y avait eu un attentat contre des militaires à Levallois. Ce qui avait fait dire au général Desportes, ancien directeur de l'École de guerre : « Ce dispositif ne donne satisfaction à personne, car il apporte très peu en termes de sécurité. En revanche, il fournit aux terroristes des cibles militaires claires pour qui veut les frapper. Depuis le début, ils ont essentiellement servi de cibles » (<https://www.rfi.fr/fr/france/20170810-france-sentinelle-critique-attaque-militaires-levallois-perret-debat-maintien-attaque>)

De fait, l'opération Sentinelle peut désormais être mise en place sous n'importe quel prétexte comme les municipales...

Le pire est exposé par Goya, ancien colonel de la Marine, sur RTL en août 2017 : « Cette opération, qui en réalité dure depuis 22 ans car ce n'est qu'une extension du plan Vigipirate (...), c'est 20 millions de journées de travail et entre 800 millions et un milliard d'euros de surcoût. (...) Du temps et de l'argent qui ne sont pas utilisés ailleurs »

(<https://www.rtl.fr/actu/debats-societe/operation-sentinelle-il-faut-la-repenser-radicalement-selon-michel-goya-7789678752>).

En

Vigipirate a été mis en place en 1995, avec des premières mesures dès 1978. Or comme il a été visiblement établi, l'efficacité de Sentinelle est nulle quant à son objet anti-attentat et anti « terrorisme ». C'est d'ailleurs à cause de l'inefficacité du plan Vigipirate en 2015 qu'a été mis en place Sentinelle avec les mêmes objectifs. Le pire c'est que Vigipirate existe toujours, revu et corrigé en 2021. Et les deux sont inefficaces.

Donc si Sentinelle continue c'est au nom de l'ordre, pour un modèle social privilégiant l'armée et la police. C'est de la propagande pour obliger les citoyens à accepter cette présence militaire dans la vie quotidienne, quoique justifiée par rien et ne protégeant personne...

Le problème c'est que cela se passe, alors que le gouvernement Lecornu-Macron annonce des coupes budgétaires en masse contre les services publics à vocation sociale et démocratique. Il veut mettre en place un Service Militaire Volontaire pour la jeunesse à 800 euros par mois : ça c'est pour la jeunesse issue du peuple. Rien ne prouve, en dépit de la propagande, que cela motive ladite jeunesse. Mais, entre 2016 et 2026, le nombre de classes « défense et citoyenneté » est passé de 160 à 1200...

La provocation est multipliée par l'annonce faite par Macron qu'il faudrait à la France un nouveau porte-avion pour la somme de 12, 2 milliards...Et pour payer ce joujou aussi inutile que le précédent porte-avion nucléaire, il faudrait faire trinquer le peuple et poursuivre les coupes budgétaires dans le social...

Ainsi le 1<sup>er</sup> mars vient d'être décidé que, pour déposer un dossier aux Prud'hommes, il faudra, aux salariés en galère, verser 50 euros. De quel droit ?

Autre exemple, et toujours à dater du 1<sup>er</sup> mars, le budget de la Sécurité sociale pour 2026, a supprimé la majoration des allocations pour les enfants entre 14 et 18 ans (réduisant la majoration à seulement deux ans, de 18 à 20). Coupe budgétaire à hauteur de 1, 2 milliard. C'est du vol. Et de quel droit ?

Cette militarisation à l'école avec 1200 classes « défense et citoyenneté », s'effectue alors que, entre 1985 et cette année, 17000 écoles ont été fermées, de 60 059 à 42 443...Tandis que les

écoles privées, essentiellement catholiques, sont privilégiées à l'encontre du principe « argent public à l'école publique »...Le sabre et le goupillon, idoles de la réaction...

Dans l'abjection et le mépris du peuple, racisme compris, Lecornu a signé un décret, le 8 février, remettant en cause l'Aide Médicale d'Etat, en la conditionnant à l'obligation de présenter des documents d'identité officiels avec photo d'identité. Ce sont donc des travailleurs parmi les plus démunis et souvent sans documents officiels, justement, qui sont confrontés à un refus de soins élémentaires. Tout ça avec pour prétexte une coupe budgétaire à 180 millions d'euros, baptisée « économie »...

Dans ces conditions, la signature du texte Lecornu-Macron, en février, sur les ruptures conventionnelles par CFTC, CFDT et FO est déshonorante. Car ce n'est qu'une dégradation des droits des chômeurs que ces syndicats ont signée. De quel droit ? Pour la CFDT, la trahison est une seconde nature. Pour FO c'est une trahison. Alors qu'il fallait revendiquer, en fait « d'économie », de mettre un terme à Sentinelle à un milliard, d'exiger que cessent les 80 milliards de cotisations sociales patronales exonérées sans aucun contrôle, que cesse la politique qui consiste à vider les caisses de l'État sans contrôle vers le privé à hauteur de plus de 210 milliards minimum. Et on trouvait là de quoi éviter la remise en cause de l'accès aux Prud'hommes, maintenir les allocations familiales tout comme l'AME. Et l'on pouvait cesser de fermer les classes comme de supprimer les lits à l'hôpital.

En clair, FO avait l'obligation de porter son mandat avec ses revendications. En aucun cas de le trahir en laissant les travailleurs trinquer plutôt que de les défendre.

Ce qui était vrai hier et le sera demain. Personne n'échappe à la lutte de classes.

Le mandat est toujours à défendre et le sera, en dépit des bureaucraties syndicales, à coup sûr par les travailleurs, dans les entreprises et dans la rue. C'est ainsi « que les hommes vivent »...

E.Morel

\*\*\*

## Une prison sans mur et sans nourriture.

Là ce n'est pas le Beaujolais Nouveau que l'on nous vante, mais une décision politique en dehors de tout cadre légal que le Conseil de l'UE applique contre l'un de ces Citoyens d'origine Suisse vivant en Belgique.

L'UE vient de créer en Europe le 12 décembre 2025 mais rendu officiel le 15 décembre 2025 un délit d'opinion concernant une liste de personnes soupçonnées d'ingérence russe.

C'est ce que vient de subir l'ancien colonel Jacques Baud (citoyen Suisse) **qui a travaillé pour l'OTAN dans l'analyse stratégique au service de la paix.**

Son tort : avoir produit une analyse impartiale et non tronquée dans le conflit en Ukraine **provoqué par les Occidentaux** suite au non-respect des accords de Minsk, qui aura comme conséquence l'intervention de la Russie afin de protéger ses populations de culture russe.

Toute honte bue, la chancelière Merkel puis le président français reconnaîtront leurs forfaitures dans des journaux Die Zeit le 7 décembre 2022 et le 28 décembre 2022 au journal Kyiv .

Les livres de Jacques Baud, que j'ai pu lire, démontrent un souci de préserver une neutralité dans l'analyse entre les belligérants d'un conflit, afin de mieux le comprendre pour aider à le résoudre.

Il avait publié dans ses livres la position d'Oleksiy Arestovytch (conseiller du président Zelensky) qui déclare dans une interview de mars 2019 qu'une guerre doit avoir lieu entre 2020 et 2022 afin que l'Ukraine puisse intégrer l'OTAN.

Depuis la publication de ses livres et ses interviews diffusés de par le monde, le narratif censé entretenir et justifié la poursuite de la guerre est remis en cause par une part de plus en plus importante de la population dans nombre de pays.

Il se trouve aujourd'hui depuis le 15 décembre 2025 dans un dilemme:

Rester à l'intérieur de l'UE, à **savoir la Belgique dans un appartement sans nourriture et accès à ses comptes bancaires**

**Aller en Suisse pour avoir accès à ses comptes bancaires sans espoir de retourner en Belgique car plusieurs pays limitrophes devraient donner une autorisation de survol ou de passage.**

Le 6 février le ministre des Finances de l'État belge a accordé une dérogation humanitaire et toujours à ce jour non mise en application par l'administration.

Celle-ci consiste afin qu'il puisse accéder à l'utilisation de sa carte bancaire pour une période allant jusqu'au mois de juin 2026 et pour un montant limité afin d'acheter de la nourriture et de l'essence pour le fonctionnement de la voiture.

La Belgique membre de l'UE devient une prison sans mur et sans possibilité de s'alimenter en étant privé de son argent.

Heureusement la solidarité se met en place par un système d'entraide entre citoyens pour qu'il puisse subvenir à ses besoins les plus fondamentaux.

Le paradoxe veut que c'est parce qu'il y a un financement de l'UE par les Citoyens, que cette situation émanant d'une décision politique de quelques personnes de l'UE et non régie par une loi quelconque puisse avoir lieu.

Un ballon d'essai applicable dans l'UE pour domestiquer les Citoyens récalcitrants a été lancé, il ne doit y avoir aucune transformation, une généralisation serait appliquée à plus grande échelle...

C'est une décision extra judiciaire politique ou le droit de se défendre est bafoué en dehors de toute possibilité, car c'est une situation qui n'est régit par aucune loi.

La censure est toujours appliquée par les institutions et gouvernements dans une situation de faiblesse tout comme les sanctions, la liberté de pensée devient la principale victime d'un système qui évolue vers le totalitarisme.

Il en est de même quant à l'application unilatérale de sanctions sur de nombreux pays où pour renverser un gouvernement soucieux de préserver sa souveraineté, il est décidé de punir le peuple par un embargo entre-autre qui devient meurtrier avec le temps en raison de la pénurie de médicaments et de nourriture.

Ce qui est vrai pour la Palestine, le Venezuela, Cuba, et d'autres pays dans le monde c'est qu'il y a toujours une volonté de condamner afin de légitimer une doctrine : **si vous n'êtes pas avec nous, vous êtes contre nous.**

C'est d'autant plus vrai pour l'Iran qui pour avoir nationalisé sa production de pétrole au détriment

des multinationales américaines, subit un embargo et des actes de déstabilisation meurtrier de la part d'agences de renseignements américaines tel que la CIA et le service de renseignement israélien le MOSSAD. Ces implications du MOSSAD ont été confirmées par le responsable du gouvernement israélien en personne.

La dissimulation de moyens de communication étrangers dans ce pays organisé par l'Amérique et Israël afin de fomenter une déstabilisation visant à renverser le gouvernement devrait questionner.

Comment un pays sous embargo américain depuis 1979 pourrait-il bénéficier d'un réseau internet STARLINK par satellite d'origine américaine ?

Ici comme ailleurs la responsabilité des médias est flagrante, le sang fait vendre surtout s'il détourne l'opinion des véritables causes et acteurs à l'origine. Les médias deviennent des fossoyeurs de nos libertés et de la Charte de Munich.

La France, l'Italie et d'autres pays ont dernièrement emprunté sur les marchés

financiers plus de 90 milliards d'euros pour financer l'Ukraine au travers de l'achat d'armes et afin d'essayer d'assurer les salaires de l'administration ukrainienne en dehors de toute légalité.

Quand est-ce que le parlement français a débattu et voté une décision sans aucune déclaration de guerre avec la Russie ?

Les contribuables dans le plus grand déni de démocratie devront payer un emprunt qui ne sera jamais remboursé par l'Ukraine, au détriment de la protection sociale et investissement au sens le plus large qu'il soit, la population Française sera sacrifiée pour des décennies.

**Jacques Baud est plus qu'un Homme c'est un symbole de quelqu'un qui œuvre pour la paix.**

Son cas est emblématique d'une Europe sur le déclin, menacé d'implosion ou l'espace de liberté et de dialogue se réduit au fil du temps à une peau de chagrin.

La coercition ne peut durer avec le temps.

Patrick Brossard Le 22 février 2026.

\*\*\*

## **Le congrès de la Cgt-F-O se tient du 20 au 24 avril, à Dijon.**

Ce sera un congrès qui sera inodore, insipide avec un seul candidat : F. Souillot celui qui fait le lien entre les troskistes et les métaux lourds (ou pas) mais aussi avec le gouvernement notamment sur le dossier du détournement de fonds effectué par la confédération. La question qui pourrait être posée lors de ce congrès : quid des 2,5 millions de détournements ? (pour mémoire la revue numéro 18 «les amis de FO» a traité de ce sujet). Tous les courants de FO ont donné leur accord pour que ce congrès soit celui de la carpe en attendant le départ de ce dernier et l'arrivée d'un inconnu.

Quelques nouvelles de l'UD FO 29, pas de congrès depuis le mois d'octobre 2021, un secrétaire d'UD fantôme depuis la démission de

la secrétaire de l'UD, pas de CE et de bureau, tous les syndicats restants n'ayant plus de bureaux dans cette UD aux ¾ du temps vide ... et cerise sur le gâteau : le 30 mars une audience au tribunal de Brest, à l'initiative de la confédération FO, une demande de liquidation judiciaire c'est une première. Il aura donc fallu 5 ans pour que la 1ère UD FO de Bretagne en nombre d'adhérents et de sections syndicales soit liquidée, les 8 salariées sont licenciées depuis plusieurs années et les 500 000 euros de réserve bouffés. Donc l'UDFO 29 ne sera pas cette année représentée au congrès ni au CCN.

Marc Hébert

## Mais où n'ont-ils pas encore imposé la guerre ?

Voici la liste de tous les pays où les USA sont intervenus depuis 45 ans.

Dites-moi, dans lesquels ont-ils apporté la démocratie?

En Iran le motif, c'était les Mollahs.

...Mais pour le reste de la liste c'était quoi?

Liste des pays où les États-Unis sont intervenus soit militairement soit officieusement : le Salvador (1980), la Libye (1981), le Sinaï (1982), le Liban (1982-1983), l'Égypte (1983), la Grenade (1983), le Honduras (1983), le Tchad (1983), le Golfe persique (1984), la Libye (1986), la Bolivie (1986), l'Iran (1987), le Golfe persique (1987), le Koweït (1987), l'Iran (1988), le Honduras (1988), le Panama (1988), la Libye (1989), le Panama (1989), la Colombie, la Bolivie et le Pérou (1989), les Philippines (1989), le Panama (1989-1990), le Libéria (1990), l'Arabie saoudite (1990), l'Irak (1991), le Zaïre (1991), la Sierra Leone (1992), la Somalie (1992), la Bosnie-Herzégovine (de 1993 à nos jours) et la Macédoine du Nord. (1993), Haïti (1994), Macédoine (1994), Bosnie (1995), Libéral (1996), République centrafricaine (1996), Albanie (1997), Congo/Gabon (1997), Sierra Leone (1997), Cambodge (1997), Irak (1998), Guinée-Bissau (1998), Kenya/Tanzanie (1998 à 1999), Afghanistan/Soudan (1998), Liberia (1998), Timor oriental (1999), Serbie (1999), Sierra Leone (2000), Yémen (2000), Timor oriental (2000), Afghanistan (2001 à aujourd'hui), Yémen (2002), Philippines (2002), Côte d'Ivoire (2002), Irak (2003 à aujourd'hui), Liberia (2003), Géorgie/Djibouti (2003), Haïti (2004), Guerre contre le terrorisme en Géorgie, à Djibouti, au Kenya, en Éthiopie, au Yémen et en Érythrée (2004), attaques de drones pakistanais (de 2004 à aujourd'hui), Somalie (2007), Ossétie du Sud/Géorgie (2008), Syrie (2008), Yémen (2009 et 2015), Haïti (2010), Libye (2011), Syrie (2011),

Ukraine (2014), Irak (2015), etc. etc. etc. Et maintenant, le Venezuela et l'Iran... et ce n'est pas fini Alors, qui représente le véritable danger pour la paix mondiale ?

Pensez-vous vraiment qu'ils s'arrêteront là ?

\*\*\*

### L'Anarcho-syndicaliste

Abonnement pour 10 numéros : 40 € TTC.

Abonnement de soutien : à partir de 50 € TTC .

Formulaire d'adhésion sur:

<https://anarcho-syndicalisme.org/>

Par courrier et chèque :

Chèque à l'ordre de :

L'association des Groupes Fernand Pelloutier

adressé à M.L. Pichon

30 rue Edouard Corbière – 29200 BREST

Par courriel et virement bancaire :

Adressé à :

[anarcho-syndicaliste@protonmail.com](mailto:anarcho-syndicaliste@protonmail.com)

Virement à destination de :

FR 74 2004 1010 1109 9982 8D03 218

CCP: 09998 28D Nantes.

## La Guerre De 14-18 par Georges Brassens

Depuis que l'homme écrit l'Histoire,  
 Depuis qu'il bataille à cœur joie  
 Entre mille et une guerr's notoires,  
 Si j'étais t'nu de faire un choix,  
 A l'encontre du vieil Homère,  
 Je déclarerais tout de suit' :  
 "Moi, mon colon, cell' que j'préfère,  
 C'est la guerr' de quatorz'-dix-huit !"  
 Est-ce à dire que je méprise  
 Les nobles guerres de jadis,  
 Que je m' souci' comm' d'un' cerise  
 De celle de soixante-dix ?  
 Au contrair', je la révère  
 Et lui donne un satisfecit,  
 Mais, mon colon, cell' que j'préfère,  
 C'est la guerr' de quatorz'-dix-huit !  
 Je sais que les guerriers de Sparte  
 Plantaient pas leurs epé's dans l'eau,  
 Que les grognards de Bonaparte  
 Tiraient pas leur poudre aux moineaux...  
 Leurs faits d'armes sont légendaires,  
 Au garde-à-vous, j'les félicit',  
 Mais, mon colon, cell' que j'préfère,  
 C'est la guerr' de quatorz'-dix-huit !

Bien sûr, celle de l'an quarante  
 Ne m'a pas tout à fait déçu,  
 Elle fut longue et massacrate  
 Et je ne crache pas dessus,  
 Mais à mon sens, ell' ne vaut guère,  
 Guèr' plus qu'un premier accessit,  
 Moi, mon colon, cell' que j'préfère,  
 C'est la guerr' de quatorz'-dix-huit !  
 Mon but n'est pas de chercher noise  
 Aux guérillas, non, fichtre ! non,  
 Guerres saintes, guerres sournoises  
 Qui n'osent pas dire leur nom,  
 Chacune a quelque chos' pour plaire,  
 Chacune a son petit mérit',  
 Mais, mon colon, cell' que j'préfère,  
 C'est la guerr' de quatorz'-dix-huit !  
 Du fond de son sac à malices,  
 Mars va sans doute, à l'occasion,  
 En sortir une - un vrai délice ! -  
 Qui me fera grosse impression...  
 En attendant, je persévère  
 A dir' que ma guerr' favorit'  
 Cell', mon colon, que j'voudrais faire,  
 C'est la guerr' de quatorz'-dix-huit !



### Sommaire

Grand basculement des pôles capitalistes !.....	1
L'IA dans le monde du travail.....	2
Le capitalisme s'adapte toujours, nous pas.....	7
L'anarchisme et les syndicats ouvriers.....	13
Fernand Pelloutier.....	13
Non à la militarisation de la société.....	19
Une prison sans mur et sans nourriture.....	21
Le congrès de la Cgt-F-O se tient du 20 au 24 avril, à Dijon.....	22
Mais où n'ont-ils pas encore imposé la guerre ?.....	23
La Guerre De 14-18 par Georges Brassens.....	24